

Predator files

Depuis octobre, « Le Soir » a publié plusieurs épisodes des « Predator Files », enquête collaborative coordonnée par le réseau EIC (European Investigative Collaborations). Sur base de documents confidentiels, celle-ci dévoile les coulisses de l'alliance Intellexa, qui depuis l'Europe, a commercialisé le logiciel espion Predator.

CYBERSURVEILLANCE

Les SMS du « Watergate grec »

En Grèce, onze hommes et femmes de pouvoir ont été ciblés par un SMS capable d'infecter leur téléphone à l'aide du logiciel Predator. Des messages envoyés par un numéro imitant celui du neveu du Premier ministre, personnalité déjà mise à mal dans un important scandale d'écoute.

ARTHUR SENTE (AVEC EIC)

Le 25 janvier 2021, on fêtait dans le calendrier orthodoxe grec la Saint-Grégoire. Grigoris Dimitriadis, neveu du premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis bénéficiant à l'époque du titre de secrétaire général au cabinet du conservateur, a reçu, comme chaque année, de chaleureux messages sur son téléphone.

En Grèce, le jour où le saint qui porte votre nom est célébré revêt, par tradition, une importance aussi grande que celui de votre anniversaire. Il n'est pas étonnant, ce jour-là, de recevoir les vœux et félicitations de proches.

Mais pour onze personnalités grecques, dont un ministre délégué, un gouverneur, le chef de la police ou encore une procureure détachée au sein des services secrets (EYP, Ethniki Ypiresia Pliroforion), la Saint-Grégoire 2021 a bien failli tourner au vinaigre.

Le lendemain, leurs téléphones ont été pris pour cible par le puissant logiciel espion Predator, capable de siphonner furtivement l'ensemble du contenu d'un smartphone. Et ce, via des SMS de remerciements émis par des serveurs informatiques qui ont usurpé le numéro de téléphone d'un certain... Grigoris Dimitriadis - dans le milieu du hacking, cette pratique est appelée « spoofing ».

C'est ce dont témoignent des documents confidentiels obtenus par le média d'investigation grec Reporters United, partagés avec *Le Soir* et ses partenaires dans le cadre de l'enquête internationale « Predator Files », coordonnée par le réseau de médias European Investigative Collaborations (EIC).

Une vaste opération d'espionnage

On ignore cependant si Grigoris Dimitriadis, qui n'a donc pas envoyé ces messages lui-même, a donné son accord pour que son numéro soit utilisé pour tenter des personnalités. Contacté par Reporters United, il a démenti toute implication personnelle dans l'envoi des onze SMS.

L'homme de confiance du Premier ministre était déjà fortement mouillé par le « Predatorgate », également surnommé « Watergate grec », soit l'un des plus im-



Depuis le printemps 2022, le Premier ministre Mitsotakis (au centre) et son neveu Grigoris Dimitriadis (à droite) sont ébranlés par un scandale d'espionnage.

© MEDIAPART/SIMON TOUPET.

portants scandales d'espionnage jamais survenu dans une démocratie européenne. Une affaire qui a éclaté au printemps 2022, et qui met en grande difficulté le Premier ministre conservateur Kyriakos Mitsotakis.

La presse avait alors révélé que le journaliste d'investigation grec Thanasis Koukakis et l'actuel chef du parti de gauche Pasok, Nikos Androulakis, avaient été attaqués avec Predator, mouchard permettant d'aspirer toutes les données des téléphones et d'en activer à distance le micro et la caméra.

Un logiciel pour rappel fabriqué par Intellexa, soit l'une des principales entreprises mises en cause par l'enquête « Predator Files ». Ce groupe, piloté par d'anciens cyberespions israéliens, a installé l'un de ses principaux bureaux en Grèce.

Rapidement, de nouvelles victimes de Predator ont été découvertes en Grèce. À l'été 2022, l'Autorité grecque de protection des données a établi que 88 personnalités de très haut niveau avaient été ciblées par le logiciel : des responsables politiques (dont l'actuel ministre des affaires étrangères), magistrats, journalistes, ou encore d'éminents hommes d'affaires.

Or, il s'avère qu'au moins quatre de ces victimes (dont Thanasis Koukakis) avaient également été placées sur écoutes par l'EYP, le renseignement grec. Lequel s'est ainsi retrouvé soupçonné d'avoir utilisé Predator pour mener une vaste opération d'espionnage illégale.

Juste après sa première élection comme Premier ministre en 2019, Kyriakos Mitsotakis a nommé son neveu comme secrétaire général, et lui a confié au passage l'autorité directe sur l'EYP. Rapidement, Grigoris Dimitriadis s'est ainsi retrouvé suspect numéro un du « Predatorgate ».

Dans l'intervalle, il est aussi apparu que la Grèce avait accordé à Intellexa trois licences d'exportation pour Predator, notamment vers le Soudan et Madagascar, ce qui n'a fait que renforcer les soupçons de collusion entre la société et le sommet de l'Etat.

Le 4 août 2022, notre partenaire Reporters United exposait les relations de Grigoris Dimitriadis avec deux hommes d'affaires liés aux activités d'Intellexa en Grèce. Ce dernier a démenti et poursuivi le média grec en justice. Mais il a démissionné le lendemain, endossant de facto la responsabilité politique du scandale.

Selon nos nouvelles informations, le rapport d'enquête final de l'Autorité

grecque de protection des données, envoyé en juillet 2023 au procureur d'Athènes, a établi que les toutes premières tentatives d'infection de personnalités grecques par le biais Predator avaient bien été réalisées en « spoofant » le numéro de téléphone de Grigoris Dimitriadis.

Des politiques, un magistrat, un topflic et un journaliste ciblés

Revenons donc à la Saint-Grégoire. Le 25 janvier 2021, le bras droit du Premier ministre a dû recevoir, comme de coutume, de nombreux messages de félicitations à l'occasion de sa fête. Le lendemain, entre 20h05 et 20h54, onze personnes ont reçu un SMS qui apparaissait comme émis par son numéro de téléphone (« Merci beaucoup pour vos vœux et je vous souhaite le meilleur ! ») avec un lien vers une (soi-disant) carte de remerciement numérique.

Un simple clic sur ce lien aurait suffi à enclencher le piratage des téléphones concernés, ressort-il de l'enquête de l'APD grecque.

Les onze cibles ne sont pas de petits poissons. On compte parmi elles l'ancien commissaire européen Dimitris Avramopoulos, le gouverneur de la région de l'Attique Giorgos Patoulis, le ministre délégué en charge du Développement Nikos Papathanasis et le chef de la police grecque Michalis Karamalakis.

L'une de ces onze cibles est encore plus sensible : il s'agit de Vassiliki Vlachou, la procureure en poste à l'EYP, chargée d'autoriser (ou non) les demandes de surveillance formulées par le service de

renseignement intérieur. Selon nos informations, quatre autres agents de l'EYP ont été attaqués avec Predator. Un acte qui pourrait être qualifié juridiquement d'espionnage en Grèce.

« Rien à voir »

Quelle a été l'implication personnelle de Grigoris Dimitriadis dans ces tentatives d'infection ? Les SMS analysés ont été envoyés par des serveurs informatiques capables d'usurper son numéro de téléphone, afin d'affaiblir la vigilance des cibles, comme l'a expliqué l'Autorité de protection des données grecque. Le neveu du Premier ministre n'a donc pas envoyé les messages lui-même.

Certains détails de l'opération n'en demeurent pas moins troublants. Le numéro de Grigoris Dimitriadis est ainsi le seul appartenant à une haute personnalité à avoir été utilisé pour réaliser des infections, en Grèce.

Par ailleurs, utiliser ce numéro sans le consentement de Grigoris Dimitriadis apparaît comme très risqué pour l'opérateur d'une telle attaque. Pour éviter les soupçons, il fallait que celui-ci envoie des remerciements uniquement à des gens lui ayant souhaité bonne fête - ce que lui seul pouvait en théorie savoir.

Interrogé par notre partenaire Reporters United, Grigoris Dimitriadis indique n'avoir « rien à voir avec l'envoi des messages » et menace de poursuites judiciaires. Il dément formellement avoir fourni aux opérateurs du logiciel Predator « des numéros de téléphone d'individus qui [lui] ont envoyé leurs vœux pour [sa] fête. »

Un torpillage judiciaire

Ces dernières semaines, l'enquête judiciaire ouverte au sujet du « Watergate grec » a pris du plomb dans l'aile. En juillet dernier, le procureur d'Athènes enquêtant sur le « Predatorgate » avait ainsi reçu le rapport final de l'Autorité de protection des données contenant l'identité des 88 personnes visées par Predator. Fin septembre, le magistrat ordonnait à une autre autorité indépendante chargée du respect de la vie privée dans le domaine des

télécommunications, l'ADAE, de vérifier si l'EYP, le service de renseignement intérieur, avait également placé ces individus sur écoutes. En cas de réponse positive, ce serait la preuve que l'EYP opère de façon centralisée à la fois les interceptions classiques et les infections avec Predator. Mais le 28 septembre, le jour même où l'ADAE a reçu la réquisition du procureur, le gouvernement a brutalement changé plusieurs

membres du conseil de l'agence. Lequel a, dans la foulée, refusé de transmettre aux opérateurs télécoms la demande de vérifications. Le 23 octobre, la procureure de la Cour suprême grecque, directement nommée par le gouvernement, a décidé, tout aussi brutalement, de dessaisir le procureur d'Athènes de l'affaire, afin de la gérer en direct. La manœuvre a été dénoncée par l'opposition comme une tentative grossière d'enterrer l'enquête judiciaire. A.S.E.

20014496

MEUBLES
CELIO
MADE IN FRANCE

12 ans au bon repos

10 PLACE DE LA CHAPELLE - 1000 BRUXELLES